



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250403-2025_13-DE



DÉLIBÉRATION

2025/13

CONSTITUTION DE PROVISION 2025

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 3 Avril 2025 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, 1^{er} Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la nomenclature comptable M57 ;

Le Président rappelle que la provision constitue l'une des applications du régime de prudence contenu dans l'instruction budgétaire et comptable applicable aux collectivités et établissements publics. Il s'agit d'une technique comptable qui permet de constater une dépréciation, un risque ou un élément d'une charge.

Il appartient à l'établissement de provisionner en fonction du risque financier encouru estimé.

Ainsi, la constitution d'une provision est obligatoire dans les cas suivants :

- dès l'ouverture d'un contentieux en première instance à hauteur du risque financier estimé ;
- dès l'ouverture d'une procédure collective pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par un établissement ou une collectivité à l'organisme faisant l'objet d'une procédure, à hauteur du montant que représente la mise en jeu de la garantie sur le budget, en fonction du risque financier encouru ;
- dès que le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé à partir des éléments d'information communiqué par le comptable public.

En l'espèce, notre établissement fait l'objet d'une procédure en indemnisation déposée par un ancien agent auprès du tribunal administratif de LILLE.

Le montant de l'indemnisation réclamé se porte à 104 000 euros.

De même, une seconde provision est constituée pour un montant de 35 000 € concernant un titre de recettes émis en 2019 qui s'avère à ce jour irrécouvrable.

Il convient donc d'inscrire à l'article 6815 en dépenses de fonctionnement la somme de 104 000€ et à l'article 6817 la somme de 35 000 €.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* d'inscrire les sommes concernées au budget primitif 2025

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIERE, le 3 avril 2025

Le Président par intérim,

M. Nicolas PICHONNIER
1^{er} Vice-Président